

# Document

## À qui profite la révolution au Kirghizistan ? (2/4)

### La Chine et l'avenir géopolitique du Kirghizistan.

(par F. William Engdahl- <http://www.voltairenet.org/fr>)

**16.06.10**

Poursuivant son analyse de la situation actuelle dans cette région très prisée, F. William Engdahl examine dans cette deuxième partie de son étude les intérêts géopolitiques de la Chine au Kirghizistan. La « révolution des tulipes » en 2005 s'explique, entre autres, par le renforcement des liens économiques entre les deux pays, relations vues d'un mauvais œil par Washington. Aujourd'hui, le poids économique de la Chine demeure sa plus puissante arme ; non seulement, il lui permet de reprendre une position de force au Kirghizistan, un élément crucial pour son expansion en Asie Centrale mais, surtout, lui offre l'occasion de contrebalancer les effets déstabilisateurs de la présence militaire états-unienne dans la région.

Le renforcement des liens économiques entre la Chine et le régime en faillite de l'ancien président kirghize Askar Akaiev est la raison principale pour laquelle Washington décida de lâcher son ex-allié Akaiev, après près d'une décennie de soutien. En juin 2001 la Chine, la Russie, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan et le Kirghizistan signaient l'acte de naissance de l'Organisation du traité de coopération de Shanghai. Trois jours après, Pékin officialisait un prêt important au Kirghizistan pour l'acquisition de matériel militaire [1].

Après le 11 septembre 2001, le Pentagone initiait ce que l'on a considéré comme le plus grand bouleversement dans le déploiement militaire états-unien à l'étranger depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'objectif était de positionner les forces états-uniennes en suivant un « arc d'instabilité », tout au long de la Méditerranée, de l'Afrique, du Moyen-Orient, du Caucase, de l'Asie Centrale et méridionale [2].

À l'époque, Akaiev proposa de céder au Pentagone sa plus grande base militaire de la région, celle de Manas. La Chine, qui partage une frontière avec le Kirghizistan, s'en alarma et, de concert avec la Russie, poussa l'Organisation du traité de coopération de Shanghai à s'y opposer et lança un appel au retrait des troupes présentes dans les bases états-uniennes d'Asie Centrale.

Selon le *Wall Street Journal*, la Chine engageait alors également des négociations secrètes pour l'établissement de sa propre base au Kirghizistan et pour des modifications frontalières, déclenchant une tempête politique contre Akaiev en mars 2002.

Philip Shishkin du *Wall Street Journal* notait : « *Engageant une " diplomatie de la Route de la soie " et visant à la suppression des guérillas menées par les Ouïghours — dont le déclencheur se trouvait principalement dans le besoin urgent de liquidités pour enrayer la chute libre de l'économie intérieure — les prises de position d'Akaiev pour aligner son pays avec Pékin exaspérèrent Washington qui voyait dans la Chine un obstacle à son programme d'expansion stratégique.* » [3].

Shishkin ajoutait : « *Le point de vue états-unien sur cette dangereuse situation pouvait se résumer ainsi : "Étant donné la frontière longue de 1 100 kilomètres qui sépare la Chine et le Kirghizistan — et la présence états-unienne, déjà considérable en Ouzbékistan et au Tadjikistan voisins — la chute du gouvernement prochinois du président Akaiev, tombé en disgrâce, ne sera pas une mince victoire pour la " politique d'endiguement."* » [4].

À partir de ce moment, Washington lança un financement massif par l'entremise du National Endowment for Democracy et s'arma de l'aide de l'Albert Einstein Institution et de Freedom House, et même de celle du Département d'État et du FMI, pour finalement renverser, lors de la Révolution des tulipes en 2005, le régime d'Akaiev, qui n'inspirait plus confiance [5] [Sur ces organisations, lire : « La NED, nébuleuse de

l'ingérence "démocratique" », « L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA » et « Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan », *Réseau Voltaire*, 22 janvier 2004, 4 juin 2007 et 7 septembre 2004.]]. Aujourd'hui, il paraît logique que la Chine soit la puissance la plus intéressée par l'avenir politique du Kirghizistan. Sur environ 850 kilomètres, la frontière entre le Kirghizistan et la Chine longe la province sensible du Xinjiang.

C'est dans cette même province qu'en juillet 2009 éclatèrent les émeutes menées par les Ouïghours [6] et soutenues, d'une part, par le Congrès mondial ouïghour, une organisation financée par les États-Unis et dirigée par « l'ancienne lavandière » Rebiya Kadeer, et, d'autre part, par l'« ONG » de la Maison-Blanche qui se charge des changements de régime, le National Endowment for Democracy. Également frontalier de la région autonome et instable du Tibet, le Xinjiang est un carrefour vital au sein du réseau de pipelines acheminant les ressources énergétiques en Chine depuis le Kazakhstan et, à terme, depuis la Russie. Le Xinjiang abrite quant à lui d'importantes réserves de pétrole, indispensables à la consommation domestique de la Chine [7].

La frontière entre le Kirghizistan et la Chine est poreuse et le flux de personnes circulant entre le Xinjiang chinois et le territoire kirghize est considérable. On estime à 30 000 le nombre de ressortissants chinois vivant au Kirghizistan, parmi lesquels des populations ouïghours. Près de 100 000 Kirghizes vivent au Xinjiang.

En bref, les avant-postes militaires états-uniens au Kirghizistan ont bien plus de conséquence pour la sécurité nationale chinoise que les modestes renforts envoyés dans les zones de combat en Afghanistan. Pour les agences de renseignement états-uniennes et pour le Pentagone, c'est un terrain idéal pour mener des opérations clandestines de déstabilisation dans le Xinjiang, une province si fragile politiquement et tellement vitale pour la stratégie chinoise. Cette circulation transfrontalière offre une parfaite couverture aux activités d'espionnage états-uniennes et pour d'éventuels sabotages [8].

Selon l'ancien ambassadeur indien K. Gajendra Singh, maintenant retiré de ses fonctions et à la tête de la Fondation pour les études indo-turques à New Delhi, le régime de Bakiev, en permettant aux forces militaires états-uniennes d'utiliser la base aérienne de Manas et en leur fournissant, entre autres, des équipements électroniques de haute technologie, leur facilite la surveillance des bases militaires et les principaux sites de lancement de missiles du Xinjiang chinois [9].

Créé récemment par le Pentagone *officiellement* pour approvisionner les zones de combat afghanes, le réseau de distribution du Nord (NDN, Northern Distribution Network) s'ajoute aux préoccupations de Pékin au sujet des opérations états-uniennes au Kirghizistan.

Le réseau de distribution de Nord traverse le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Nombreux sont ceux au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai à suspecter le Pentagone de vouloir utiliser ce réseau pour générer des attaques simultanées par des groupuscules, tels que le « Mouvement islamique d'Ouzbékistan » ou l'« Union du Jihad islamique » et l'obscur mouvement Hizb ut-Tahir, tous confinés dans la vallée de Ferghana répartie sur les trois États traversés par le NDN [10]. Pékin n'est pas un observateur passif des événements kirghizes. Clairement, la Chine s'apprête à jouer sa meilleure carte, la carte économique, pour s'assurer des relations plus étroites et bien plus amicales avec le nouveau gouvernement kirghize, quel qu'il soit.

En juin 2009, lors d'une assemblée de l'Organisation de coopération de Shanghai à Ekaterinbourg en Russie, le président chinois Hu Jintao a promis un fonds de 10 milliards de dollars pour un programme d'aide à venir, destiné aux Nations-membres d'Asie Centrale : le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. Rien de ce qu'a promis Washington aux Kirghizes ne s'approche un tant soit peu de ces sommes.

Dans l'une de ses premières déclarations, le porte-parole de Parlement provisoire kirghize, Omourbek Tekebaïev a affirmé devant les médias russes que son pays considère la Chine comme l'un de ses alliés stratégiques : « *Notre politique étrangère va changer... La Russie, le Kazakhstan et nos autres voisins, y compris la Chine, resteront nos partenaires stratégiques.* » [11].

Or, il existe un projet que le partenaire stratégique chinois est susceptible de vouloir hâter pour l'établissement de relations plus étroites. En effet, Pékin a déjà annoncé la construction d'un immense réseau ferré à grande vitesse en Eurasie.

Le ministre des Chemins de fer chinois a dévoilé l'un des projets les plus ambitieux du monde contemporain. Traversant le Kirghizistan, les lignes ferroviaires s'étendront à terme du Xinjiang jusqu'en l'Allemagne, et même jusqu'à Londres vers 2025.

Le projet inclut en effet la possibilité que le réseau ferroviaire Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan soit relié au réseau nodal eurasiatique de lignes à grande vitesse.

La Chine est également en train de construire douze nouvelles autoroutes pour rendre les économies du Kirghizistan et de ses voisins dépendantes d'un réseau routier moderne relié au Xinjiang. Dans une certaine mesure, la militarisation états-unienne du Kirghizistan devient une réelle menace pour la sécurité nationale chinoise. La riposte économique de la Chine pour accroître sa présence dans le pays est maintenant bien enclenchée [12].

Comme pour expliciter un peu plus encore les préoccupations chinoises à propos de la stabilité de son voisinage, Pékin a récemment renforcé ses activités économiques en Afghanistan.

Si des tensions apparaissent entre le président afghan Hamid Karzaï et l'administration Obama, les relations se réchauffent visiblement entre Karzaï et Pékin. Le 24 mars dernier à Pékin, Karzaï et le président chinois Hu Jintao ont signé de nouveaux accords sur les échanges et les investissements, et se sont accordés sur le renforcement de la coopération triangulaire avec le Pakistan, un allié traditionnel de la Chine.

Les accords du 24 mars porteront sur les investissements chinois en Afghanistan dans les domaines de l'énergie hydraulique, des activités minières et ferroviaires, des travaux publics et dans d'autres projets liés à l'énergie.

La Chine est déjà le premier investisseur de l'économie afghane. En 2007, la Metallurgical Group Corporation, une grande entreprise publique chinoise, a remporté un contrat d'investissement de 3,5 milliards de dollars pour l'exploitation de la mine de cuivre d'Aynak en Afghanistan, sur l'un des gisements les plus importants du monde [13].

Les entreprises chinoises s'intéressent également à la possibilité d'exploiter en Afghanistan les réserves d'hydrocarbures, estimées à 1,6 milliards de barils de pétrole et 440 milliards de mètres cubes de gaz, ainsi que les gisements de divers métaux dont l'or et le minerai de fer [14].

Pour la Chine, l'Afghanistan et le Pakistan sont deux éléments tout aussi vitaux dans son réseau de distribution et d'échanges vers l'Iran. Pékin vient d'achever la construction d'infrastructures portuaires à Gwadar au Pakistan, qui lui permettront d'acheminer 60 % de ses importations de pétrole du Proche-Orient. La Chine projette en outre de connecter le port de Gwadar à la province du Xinjiang en passant par l'Afghanistan, afin d'assurer l'approvisionnement en ressources énergétiques nécessaires à son économie en pleine expansion. C'est dans ce contexte global que la stabilité politique au Kirghizistan est essentielle à la Chine [15].

Dans notre prochaine partie, nous examinerons l'importance capitale du Kirghizistan pour la Russie en termes géopolitiques. La Russie occupe la place du deuxième joueur dans cette nouvelle partie d'échecs tridimensionnelle pour le contrôle du continent eurasiatique et de son avenir politique et économique.

## **F. William Engdahl**

Journaliste états-unien, il a publié de nombreux ouvrages consacrés aux questions énergétiques et géopolitiques. Derniers livres parus en français : *Pétrole, une guerre d'un siècle : L'ordre mondial anglo-américain* (Jean-Cyrille Godefroy éd., 2007) et *OGM : semences de destruction : L'arme de la faim* (Jean-Cyrille Godefroy éd., 2008).

[1] John C. K. Daly, *Sino-Kyrgyz relations after the Tulip Revolution*, Washington, The Jamestown Foundation, *China Brief*, 7 juin 2005.

[2] Philip Shishkin, « In Putin's Backyard, Democracy Stirs – With U.S. Help », *The Wall Street Journal*, 25 février 2005.

[3] *Ibid.*

[4] *Ibid.*

[5] *Ibid.*

[6] « Que se passe-t-il dans le Xinjiang ? », par Domenico Losurdo, *Réseau Voltaire*, 12 juillet 2009.

[7] F. William Engdahl, *Washington is Playing a Deeper Game with China*, *Voltaire Network*, 13 juillet 2009, non traduit.

[8] K. Gajendra Singh, *Geopolitical Battle in Kyrgyzstan over US Military Lilypond in Central Asia*, New Delhi, 11 avril 2010.

[9] *Ibid.*

[10] Cornelius Graubner, *Implications of the Northern Distribution Network in Central Asia*, Central Asia-Caucasus Institute, Johns Hopkins University, 1er septembre 2009.

[11] John C.K. Daly, *op. cit.*

[12] Roman Muzalevsky, "The Implications of China's High-Speed Eurasian Railway Strategy for Central Asia", *Eurasian Daily Monitor*, Vol. 7, numéro 64, 2 avril 2010.

[13] Afghanistan Ministry of Mines, *Aynak Copper Project is Inaugurated in a Glorious Ceremony*, 9 juillet 2009.

[14] Roman Muzalevsky, *The Economic Underpinnings of China's Regional Security Strategy in Afghanistan*, *Eurasia Daily Monitor*, Vol. 7 Numéro 75, 19 avril 2010.

[15] *Ibid.*